

FEVRIER 1990

NOTE

CONJONCTURE

DE L'INSEE



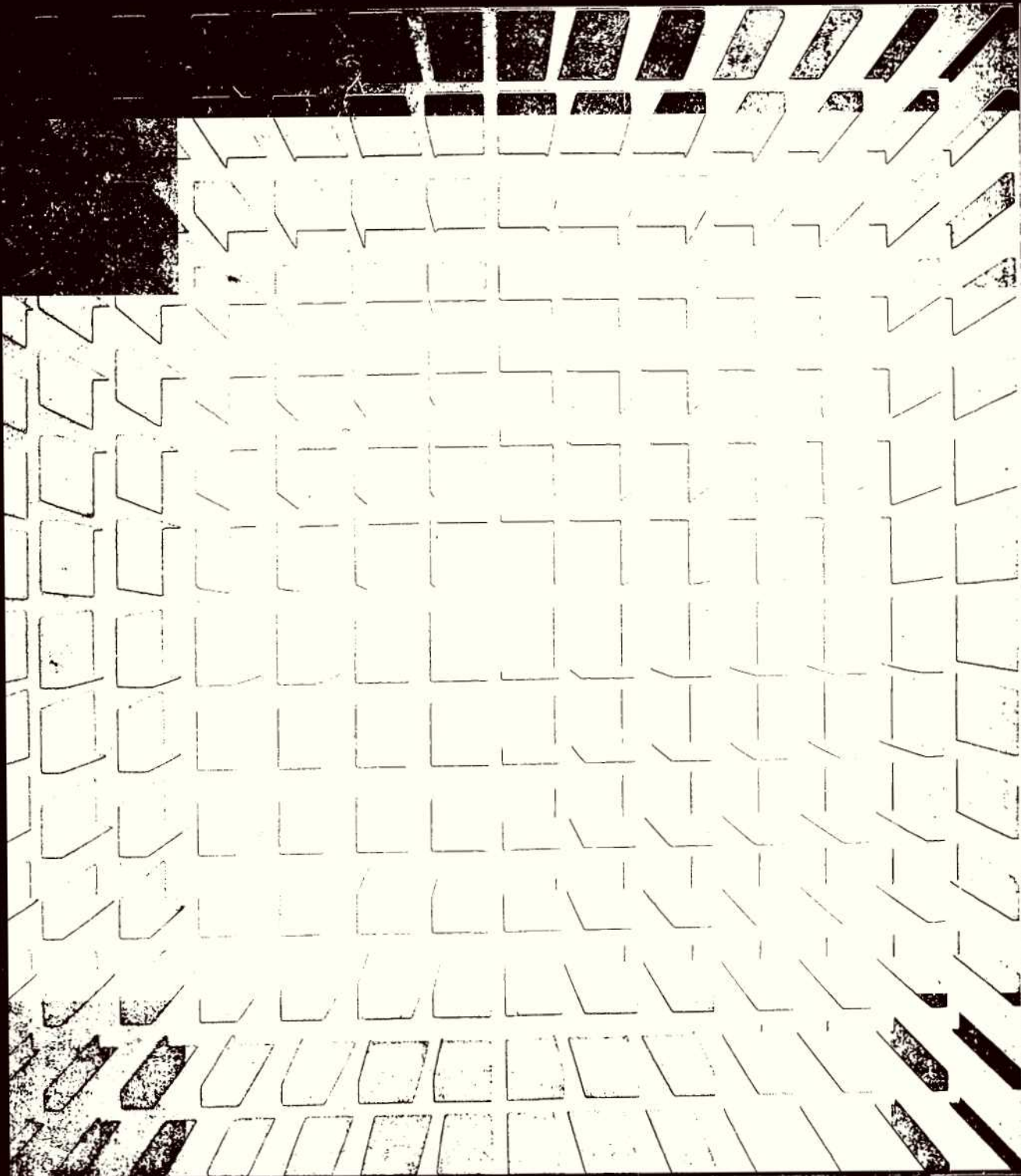
30000330323

Note de conjoncture de l'INSEE.
Supplément a: tendances de la con.

No 000001 1990 02 00

INSEE-RIBC P FRA 11108t

BIBLIOTHÈQUE



INSEE

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE

Supplément à Tendances de la Conjoncture

République Française / Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget / Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques / Directeur Général : M. Jean-Claude MILLERON / Direction Générale : 18, bd Adolphe Pinard, 75675 PARIS Cedex 14 / Téléphone : (1) 45.40.12.12 / Télécopie : 204924 / Télécopie : (1) 40.92.11.91

SOMMAIRE

FEVRIER 1990

SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

VUE D'ENSEMBLE

FICHES THEMATIQUES

L'environnement économique international	14
La politique monétaire et les marchés financiers	20
Les marchés du pétrole et des matières premières	26
L'emploi	30
Le chômage	36
Les salaires	44
Les transferts sociaux	48
Les prix de détail	52
Le revenu des ménages	58
L'épargne et l'investissement des ménages	60
La consommation des ménages	62
La production	66
Les coûts et les prix de production	72
Les stocks	74
L'investissement	78
La productivité apparente du travail	85
Les résultats des entreprises	86
Les administrations publiques	88
Les échanges extérieurs : produits manufacturés	92
Les échanges extérieurs : énergie et agro-alimentaire	97
Les échanges extérieurs : services, transactions courantes et mouvements de capitaux ..	99

Annexes :

Des prévisions aux réalisations	104
Le compte associé	106

© INSEE 1990

PROCHAINES PARUTIONS DES CAHIERS DE GRAPHIQUES

- N° 36 du cahier 1 (bleu) : fin mars 1990
- N° 32 du cahier 2 (vert) : fin mai 1990

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE, diffusée par la Direction de la Diffusion et de l'Action Régionale de l'INSEE/
Couverture : agence PUZZLE/Cette publication fait notamment partie de l'abonnement à TENDANCES DE LA CONJONCTURE/
Bulletin d'abonnement et tarifs en dernière page.

Ont directement participé à la réalisation de cette note :

Rédacteurs en chef :

E. Chaney ; G. Dureau

Contributeurs :

Laurent Arthaud ; Brigitte Belloc ; Laurent Berrebi ; Pascale Bessy ; Danièle Bourlange ; Ghislaine Calvarin ; Sylvie Carat ; Luis Cases ; Louis Cretin ; Lise Dervieux ; Nicole Desprez ; Jean-Christophe Fanouillet ; Jean-Pierre Fraichot ; Dominique Guellec ; Annette Kadjar ; Thierry Lacroix ; Gilles Laguerre ; Marie-Odile Liagre ; Stéfan Lollivier ; Christiane Nivet ; Marie-Pierre Plaux ; Pascale Pollet ; Emmanuel Raoul ; Bernard Salanié ; Florence Salet ; Marie-Hélène Tamisier ; Joël Toujas-Bernate

Assistante de rédaction :

Bernadette Guiot de la Rochère

Secrétaires de rédaction :

Françoise Berthelin ; Valérie Brossaud ; Liliane Delanne ; Laurence Germont

Illustration :

Jean-Baptiste Biré ; Pierre Glénat ; Dominique Marty ; Jean-Paul Mer ; Sophie Renaud ; Edmond Stachura

Mise en page :

Sophie Renaud ; Edmond Stachura

Rédaction achevée le 27 février 1990

AVERTISSEMENT

Cette note analyse la situation de l'économie française en 1989 et actualise les prévisions sur le premier semestre de 1990 faites dans l'édition de décembre 1989. Elle comporte un chiffrage en termes de comptes nationaux trimestriels (CNT). Les chiffres relatifs aux comptes en volume sont ceux de la publication des CNT du quatrième trimestre ("Premiers résultats"). Ceux des comptes en valeur et des comptes d'agents sont, pour le quatrième trimestre, une estimation. Les principales hypothèses pour le premier semestre 1990 ont été arrêtées un peu plus d'un mois avant la parution de cette note, l'hypothèse sur le cours du dollar étant, comme à l'accoutumée, conventionnelle.

CONVENTIONS

Les trimestres sont repérés par les chiffres 1, 2, 3, 4 ; les semestres par I, II.

ISSN 0766-6268

Vue d'ensemble

En 1989, dans un environnement international marqué dès le printemps par le ralentissement de l'économie américaine, la croissance du produit intérieur brut marchand de la France a été en moyenne annuelle de 3,7 % en volume. L'activité économique a été très soutenue au premier semestre, et s'est progressivement ralentie au second. L'économie française a bénéficié du dynamisme qui caractérise l'Europe continentale depuis trois ans : le volume annuel des exportations de produits manufacturés a augmenté de 9 %, rythme le plus élevé de la décennie.

Pour la première fois depuis quatre ans, cette augmentation des exportations s'est effectuée pratiquement sans perte de parts de marché extérieur. A la différence des quatre années précédentes, les échanges extérieurs de biens et services ont contribué positivement à la croissance car la dégradation des échanges commerciaux a été compensée par un excédent record des échanges de services.

Le rythme de croissance de la production manufacturière a culminé en début d'année, pour ensuite s'infléchir modérément, sous l'effet d'une inflexion dans la branche des biens intermédiaires. La croissance de la production de services, elle, est restée soutenue tout au long de l'année.

Les créations d'emplois ont été importantes, comme en 1988. Après quinze

ans de suppressions d'emplois, l'industrie manufacturière a recommencé à embaucher et le mouvement de précarisation de l'emploi a été enrayeré.

La consommation des ménages et l'investissement productif ont été les éléments moteurs de la croissance. Après la forte croissance de l'année 1988, le ralentissement de l'investissement productif est essentiellement imputable au secteur tertiaire. L'investissement productif demeure cependant vigoureux dans l'industrie, encore confrontée à une insuffisance de sa capacité de production. La croissance du pouvoir d'achat des ménages, stimulée par les créations d'emplois, a permis à la fois une consommation soutenue et une remontée de leur taux d'épargne.

La hausse des prix de détail, plus forte qu'en 1988, n'indique cependant pas de résurgence des tensions inflationnistes : hors alimentation et énergie, l'augmentation des prix de détail est la plus faible de ces vingt dernières années. La fermeté du franc et la stabilité des coûts salariaux unitaires dans l'industrie manufacturière ont contribué à cette modération.

Le rééquilibrage des composantes de la demande totale incite à penser que la dynamique de l'économie française revient sur un chemin de croissance plus équilibré, ce que devrait confirmer le premier semestre de 1990.

Ensemble des biens et services marchands : équilibre ressources-emplois (aux prix de 1980)							en %		
1983	1984	1985	1986	1987	1988		1989 Moyennes semestrielles		1989
							89.I	89.II	
0,5	1,2	1,9	2,5	2,0	3,8	PIB marchand	2,2	1,3	3,7
-2,7	2,7	4,5	7,0	7,7	8,1	Importations	4,4	2,4	8,4
1,0	1,0	2,4	3,7	2,7	2,8	Consommation des ménages	1,1	1,7	2,9
-3,6	-2,6	3,2	3,3	3,7	7,7	FBCF totale	1,3	1,8	4,0
-4,4	-2,8	4,3	4,7	4,5	10,4	dont: SQS-EI	1,7	1,8	4,6
-2,6	-4,4	-2,1	0,3	1,6	3,0	Ménages	-0,6	1,5	1,6
3,7	7,0	1,9	-1,1	3,0	6,7	Exportations	8,2	1,2	10,1
-0,2	0,1	2,7	3,6	3,2	4,1	Demande intérieure hors stocks	1,2	1,7	3,2
-1,0	0,0	-0,1	1,1	0,1	0,2	Variation de stocks (en contribution à la croissance du PIB marchand)	0,1	0,0	0,2

La production de l'industrie a ralenti en cours d'année, celle du secteur tertiaire poursuit sa croissance

En nette reprise depuis le printemps 1987, la croissance de la production marchande est passée par un sommet au début de l'année 1989. Le ralentissement du commerce mondial, imputable au freinage de la production manufacturière aux Etats-Unis, est l'une des causes de celui, plus modéré, observé en France depuis. La part des services dans la production marchande continue à croître, mais, à la différence de la période 1980-1986, l'industrie a retrouvé un réel dynamisme et apporte une contribution substantielle à la croissance. Pourtant le ralentissement se produit au second semestre dans l'industrie, et plus particulièrement dans la branche des biens intermédiaires.

De 1979 à 1987, la croissance annuelle de la production du secteur tertiaire avait été en moyenne de 3,5 %, tandis que la production manufacturière retrouvait à peine en 1987 son niveau de 1979. Avec des taux de croissance de 6,7 % puis 5,9 % en 1988 et 1989 le secteur tertiaire a bénéficié de la reprise industrielle : la tendance à une tertiarisation accrue de l'économie française s'est poursuivie comme dans tous les grands pays industrialisés. L'année 1989 a aussi été marquée par une demande extérieure de services marchands exceptionnelle, en partie induite par une très forte activité touristique.

La production manufacturière croît à un rythme de 4,4 % en moyenne, inférieur à celui de 1988. Le ralentissement observé au second semestre a surtout affecté les branches des biens intermédiaires et de l'automobile :

- l'industrie des biens intermédiaires a souffert d'un retournement de la demande étrangère dès le printemps 1989. Il est particulièrement prononcé pour l'acier et les métaux non ferreux nécessaires à son élaboration, et probablement lié à la mauvaise conjoncture automobile aux Etats-Unis. Par ailleurs, avec la sécheresse, les agriculteurs ont eu tendance à moins utiliser d'engrais chimiques.

- la production automobile a baissé au troisième trimestre, en raison de la grève aux Etablissements Peugeot. L'impact en a été important et la production totale de la branche automobile est res-

tée au second semestre à son niveau du premier. Cette production progresse tout de même de 5,7 % en moyenne annuelle, rythme proche de celui observé en 1987, qui fut exceptionnel. A la différence du marché américain qui s'est effondré en fin d'année, le marché automobile européen est resté porteur.

Le ralentissement est moins marqué voire négligeable au second semestre dans les autres branches de l'industrie manufacturière. Les performances annuelles les plus notables sont celles des biens d'équipement ménager, de la construction mécanique, de la construction aéronautique et navale, de la pharmacie et de la parachimie. Dans toutes ces branches, la production s'accroît aussi vite qu'en 1988, notamment pour répondre à une demande étrangère en forte croissance.

La production de la branche Bâtiment, Génie Civil et Agricole entre dans sa cinquième année de croissance. Le ralentissement observé par rapport à 1988 tient à un moindre dynamisme de la construction de logements neufs. Par ailleurs, l'activité dans les Travaux Publics est restée très soutenue.

Les tensions apparues dans l'appareil productif en 1988 ont commencé à s'atténuer vers la mi-1989. Depuis 1987 le taux d'utilisation des capacités de production de l'industrie manufacturière a augmenté plus vivement que chez nos partenaires ; il culmine depuis le printemps à 88 %, dépassant le niveau atteint fin 1979 (85 %). La proportion des chefs d'entreprises interrogés par l'INSEE et se déclarant confrontés à des goulots de production décroît cependant nettement en cours d'année. Cette détente résulte à la fois du ralentissement relevé depuis le printemps sur les carnets de commandes, surtout étrangers, et de l'ampleur des investissements effectués ces dernières années.

Les résultats des entreprises se sont consolidés et stabilisés...

La part de la valeur ajoutée qui revient aux entreprises se stabilise en 1989. La situation des entreprises s'est donc consolidée cette année. Poursuivant l'accélération observée au second semestre 1988, les prix de production ont subi

Produit intérieur brut total et revenu des facteurs									
1983	1984	1985	1986	1987	1988		1989		1989
							Moyennes semestrielles		
							89.I	89.II	
10,0	7,4	6,5	4,7	3,9	4,8	Rémunération des salariés	3,1	3,4	6,2
9,1	6,9	5,7	4,5	3,6	4,5	dont :			
12,9	8,8	8,6	4,5	5,3	6,0	Salaires et traitements bruts	2,9	3,4	5,9
						Cotisations sociales employeurs	3,7	3,3	7,1
10,7	11,1	7,9	5,9	6,4	5,7	+ Impôts sur production	4,6	1,7	6,8
8,8	7,6	7,9	3,9	6,9	6,8	dont : TVA	4,7	1,0	6,3
14,3	17,9	7,1	10,7	6,2	-12,7	- Subvention d'exploitation	-0,3	-0,3	-2,6
11,8	11,0	10,2	14,3	6,0	8,5	+ Excédent brut d'exploitation	1,9	2,7	6,4
10,7	10,1	9,6	13,4	4,9	8,3	dont : EBE des SQS-EI	3,8	1,9	6,8
10,5	8,9	7,8	7,5	4,9	6,7	= Produit Intérieur brut total	3,6	3,2	6,9

la forte hausse du coût des consommations intermédiaires au premier semestre, et ont peu augmenté au second (2,3 % puis 1,2 % en glissement semestriel). L'évolution un peu plus rapide du salaire horaire associée à une progression moindre de la productivité a entraîné une accélération modérée du coût salarial unitaire. A l'inverse de 1988, le coût unitaire total a donc crû un peu plus vite que le prix de production au premier semestre.

Dans l'industrie manufacturière le taux de marge d'exploitation ^{1/} est demeuré stable : le coût salarial unitaire a peu varié alors que la hausse du coût des consommations intermédiaires était transmise dans le prix de production. Le taux de marge à l'exportation, s'il est remonté au premier semestre, a baissé au second : la concurrence sur les marchés extérieurs a été d'autant plus vive que la demande faiblissait.

Les entreprises ont consolidé leurs résultats en 1989 après six années d'amélioration. Le taux de marge demeure inchangé à 42 % et le poids des charges salariales continue à baisser. Les bons résultats de l'exercice précédent ont entraîné une nette progression des dividendes versés, mais aussi des impôts. En conséquence, le poids des impôts dans la valeur ajoutée a augmenté, et

l'épargne des sociétés s'est tassée, d'autant que l'augmentation des taux d'intérêts a alourdi la charge de leur dette. La bonne situation financière des entreprises sur les dernières années leur a permis de continuer à investir et plus récemment de créer des emplois.

... ce qui permet une poursuite de l'investissement productif...

En 1989, l'investissement total a continué à stimuler la croissance de l'économie et à renforcer l'offre productive. Le ralentissement constaté par rapport à 1988 provient pour l'essentiel du secteur tertiaire, qui avait fourni un effort exceptionnel en 1987 et 1988 : l'effet multiplicateur, typique des périodes d'ajustement du stock de capital, commence à s'épuiser. Les dépenses d'équipement des entreprises industrielles demeurent cependant vigoureuses et la destination des nouveaux investissements dans le secteur concurrentiel continue à s'infléchir en faveur d'une augmentation des capacités de production plutôt que du seul renouvellement du stock de capital. L'effort de modernisation du capital demeure une des préoccupations des entreprises, mais la vigueur de la demande adressée à l'industrie l'incite à accroître son stock de capital afin de subvenir à une demande anticipée plus forte. L'ajustement au stock de capital désiré ne semble pas être encore atteint dans l'industrie. Ainsi, les investissements passés ont permis d'accroître l'offre potentielle

^{1/}Obtenu comme le rapport des prix de production au coût d'exploitation hors prélèvements obligatoires

de 2,5 %, ce qui n'est probablement pas suffisant au regard des débouchés ; la proportion de chefs d'entreprises qui jugent leur capacité de production insuffisante reste stable, à un niveau historiquement élevé. Le contexte d'internationalisation croissante d'une partie de l'offre industrielle a par ailleurs poussé les entreprises à développer leurs investissements directs à l'étranger.

Le taux d'investissement s'est accru en 1989 pour atteindre 18,6 % sur le champ des sociétés ; il rejoint presque son niveau de 1970. Le léger repli de l'épargne des entreprises n'a pas été un obstacle au financement de l'investissement. Leur autofinancement étant toutefois insuffisant, les entreprises se sont endettées par recours aux crédits bancaires, malgré des taux d'intérêts réels élevés. Ce comportement témoigne d'une relative confiance des chefs d'entreprises quant à leur situation future dans un contexte où ils jugent leurs difficultés de trésorerie faibles. Il constitue cependant un élément de fragilisation de leur équilibre financier. Les entreprises ont également fortement accru leurs émissions d'actions, doublant même leurs émissions avec appel public à l'épargne ; cela témoigne de leur aisance retrouvée à recourir aux marchés financiers.

... et une reprise des créations d'emploi dans l'industrie

L'emploi total a progressé à nouveau, à un rythme de 1 % en glissement sur douze mois ; le nombre des salariés des secteurs marchands non agricoles a augmenté de 1,6 %, ce qui est du même ordre de grandeur qu'en 1988. Les deux nouveautés de 1989 sont le retour de la création d'emplois dans l'industrie manufacturière et la plus grande stabilité des emplois. La croissance de la production ainsi que le développement antérieur des investissements de capacité ont été à l'origine de la création d'emplois dans l'industrie manufacturière. Pour la première fois depuis 1974, l'industrie embauche : 1,2 % de créations d'emplois. Ce mouvement touche l'ensemble des branches, mais plus particulièrement celle des biens intermédiaires et celle des

biens d'équipement. Le renouveau de l'emploi va de pair avec une moindre précarité des emplois créés : la part des contrats à durée déterminée diminue ; après avoir fortement fait appel au travail intérimaire ces dernières années, l'industrie manufacturière a choisi de stabiliser son recrutement.

Dans le secteur du Bâtiment Génie Civil et Agricole le rythme d'embauche se tasse ; cela est en partie imputable au fléchissement des diverses formes d'emplois à durée déterminée. Même si son rythme de création d'emplois se ralentit à 2 %, le tertiaire marchand reste le principal créateur d'emplois en 1989. La hausse des effectifs demeure très vive dans les services marchands principalement rendus aux entreprises (hors intérim) alors qu'elle s'amenuise dans les services destinés principalement aux ménages.

Deux années de reprise économique ont commencé à faire ressentir aux entreprises quelques difficultés de recrutement. Celles-ci varient d'un secteur à l'autre et suivant le niveau de qualification requis : la main d'oeuvre qualifiée manque dans les secteurs à forte intensité capitaliste, alors que les postes peu qualifiés sont difficiles à pourvoir dans le bâtiment. Toutefois, dans l'ensemble de l'économie, la pénurie de personnel qualifié ne semble pas s'être accentuée en 1989.

Parallèlement le chômage a reculé en 1989. Le taux de chômage actualisé par le nombre de demandes d'emploi en fin de mois s'établirait aux environs de 9,4 % fin 1989. La politique publique n'a joué que marginalement sur l'évolution du nombre de chômeurs : en 1989 les actions d'insertion-formation se sont développées pour les chômeurs longue durée et les jeunes, les actions moins qualifiantes comme les TUC et les SIVP ont diminué. L'amélioration vient de l'augmentation des recrutements mais aussi de la plus grande stabilité des emplois offerts, dans la mesure où l'on enregistre une baisse des inscriptions à l'ANPE consécutives à la fin d'un contrat à durée déterminée. En définitive la baisse du chômage est essentiellement à mettre au crédit du dynamisme de l'emploi.

**Stimulée par les créations d'emplois,
la masse salariale brute
croît de 6 % environ**

Sans qu'il y ait dérive salariale, les hausses de salaires du secteur privé sont plus fortes en 1989 qu'en 1988. En moyenne annuelle, le taux de salaire horaire progresse de 4 % après 3,4 % en 1988 et 3,3 % en 1987. Le rythme d'augmentation a été plus élevé au premier trimestre, pour se stabiliser par la suite à 1 % par trimestre. Le SMIC horaire brut a progressé un peu plus vite, à 4,2 %. Par comparaison avec ses partenaires européens, la croissance des salaires en France reste sur une tendance très modérée ; les accords signés en 1989 dans les grandes branches de l'industrie laissent augurer une poursuite de ce mouvement.

Le secteur privé connaît depuis plusieurs années un fort développement des rémunérations annexes (primes, intéressement, participation), favorisé par les bons résultats des entreprises et l'incitation mise en place par le législateur en octobre 1986. De 1985 à 1988, le nombre d'accords d'intéressement a plus que triplé pour atteindre un montant annuel de 4,6 Mds de F en 1988 répartis sur un million de salariés ; de son côté la distribution au titre de la participation avoisine 8 Mds de F pour 1988. En 1989, la part de l'intéressement et de la participation dans la masse salariale est au moins équivalente.

La croissance des effectifs du secteur privé a contribué dans une proportion plus importante que celle du taux de salaire à l'accélération de la masse salariale, qui a augmenté de 6,5 % en 1989, après 5,4 % en 1988.

La situation est différente dans les administrations publiques, où la masse salariale annuelle a augmenté de 6,4 % (après 3,6 % en 1988), alors que les effectifs sont quasiment stables. L'indice des traitements bruts de la Fonction Publique, qui mesure l'évolution des rémunérations à structure constante, a progressé de 4,8 %, ce qui compense la moindre croissance de 1988. Une large part de cette progression, était inscrite dans l'accord salarial de novembre 1988 ; de plus la prime de croissance de 1.200 F accordée aux fonctionnaires au quatrième trimestre, a été intégrée à

l'indice des traitements avec un impact de 1,25 %. A ces éléments sont venus s'ajouter les effets des mesures spécifiques accordées en 1989 à certaines catégories d'agents des administrations publiques, dont l'ampleur est estimée à 5 Mds de F, dont 3 Mds pour la seule Fonction Publique. L'indice des traitements ne les prend pas en compte, ce qui explique en bonne partie sa croissance inférieure à celle de la masse salariale.

Avec une inflation ^{1/} plus forte en moyenne qu'en 1988, la rémunération moyenne par tête du secteur privé ne progresse que de 0,8 % en termes réels (après 0,3 % en 1987 et 1,1 % en 1988). Dans les administrations publiques, elle croît de 2,9 % (après - 0,5 % en 1987 et 1,3 % en 1988).

**L'inflation sous-jacente
continue à décélérer...**

En décembre 1989, le glissement annuel de l'indice des prix de détail était de 3,6 % après 3,1 % en décembre 1988. Sa croissance a été plus modérée au second semestre qu'au premier. L'accélération des prix n'indique cependant pas de résurgence des tensions inflationnistes : hors alimentation et énergie, concept retenu internationalement pour apprécier l'inflation sous-jacente, la progression est ramenée à 2,8 %, après 3,6 % en 1988. Ce chiffre est le plus bas observé depuis 1964.

La hausse des prix de l'énergie, de 5,5 % en moyenne annuelle, reflète celle du prix du pétrole importé, soumis au double effet de la hausse des cours internationaux et de la revalorisation du dollar. En glissement annuel, elle contribue pour un demi point à la croissance de l'indice. La hausse des produits alimentaires pèse pour plus d'un point. Les principaux facteurs de hausse sont la répercussion sur le marché de la viande bovine des abattages décidés au niveau communautaire pour ramener le marché du lait et des produits laitiers à l'équilibre, et la forte croissance des prix de la viande porcine, selon le cycle traditionnel du porc.

^{1/}Le déflateur utilisé est l'indice des prix à la consommation des Comptes nationaux trimestriels.

A l'inverse, les prix des produits industriels sont restés très modérés avec une croissance de 2 %. Même si l'on soustrait l'effet des baisses de TVA, cette hausse est la plus faible de ces vingt dernières années. Les prix des services du secteur privé, dont l'augmentation relativement forte (5 %) tient aux faibles gains de productivité du travail, décelèrent néanmoins.

La modération de l'inflation totale, et surtout de l'inflation sous-jacente, apparaîtrait encore plus nettement si l'on compare la France à ses partenaires commerciaux : l'écart d'inflation en faveur de la France s'est en effet accru, passant à 0,9 point après 0,5 point en 1988. Vis-à-vis de la RFA, l'écart des glissements annuels est passé de 1,3 point à la fin 1988 à 0,6 point à la fin 1989. La politique de change poursuivie par les autorités monétaires françaises en a été d'autant facilitée.

... mais l'accélération de l'inflation totale a entraîné de moindres gains de pouvoir d'achat qu'en 1988

Le revenu disponible brut nominal des ménages progresse au même rythme qu'en 1988 (6,7 %). En raison de l'accélération des prix son pouvoir d'achat n'augmente que de 3,2 %, après un peu moins de 4 % en 1988. Les composantes du revenu ont des évolutions bien différenciées. Les salaires nets des cotisations sociales subissent l'effet de la forte croissance des cotisations. En revanche, l'excédent brut

d'exploitation des ménages est alimenté par les hausses de loyers et les bons résultats des entreprises individuelles (notamment agricoles) et accélère par rapport à 1988.

A la différence de 1988, où les mesures de baisse d'impôt sur le revenu décidées en 1987 avaient entraîné une très faible progression de ces impôts, leur montant a progressé de 4,4 %, rythme toutefois inférieur à celui des années antérieures à 1988.

La consommation des ménages :
ni essoufflement ni emballement

En 1989, la consommation des ménages a progressé à un rythme voisin de celui des années précédentes (un peu moins de 3 %). Elle ne s'est ni emballée ni essoufflée, compte tenu de la croissance du pouvoir d'achat. Le taux d'épargne des ménages est remonté, comme en 1988, ainsi que celui de l'épargne financière.

La déformation de la structure de la consommation en faveur des produits manufacturés, dont les achats se concentrent au troisième trimestre, se poursuit. Elle s'explique par une faible consommation en produits énergétiques, conséquence d'un nouvel hiver doux, et en produits alimentaires dont les prix relatifs ont évolué défavorablement.

Contribution des emplois à la croissance du Produit Intérieur Brut marchand (aux prix de 1980)										en %	
1983	1984	1985	1986	1987	1988		1989 Moyennes semestrielles		1989		
							89.I	89.II			
0,7	0,7	1,7	2,6	1,9	2,0	Consommation marchande des ménages	0,8	1,2	2,0		
-0,9	-0,6	0,8	0,8	0,9	1,9	FBCF totale	0,3	0,5	1,0		
-0,6	-0,4	0,5	0,6	0,6	1,4	dont: SQS et EI 1/	0,2	0,3	0,6		
1,6	1,1	-0,6	-2,1	-1,3	-0,6	Solde extérieur	0,9	-0,5	0,2		
-1,0	0,0	-0,1	1,1	0,1	0,2	Variation de stocks	0,1	0,0	0,2		
0,5	1,2	1,9	2,5	2,0	3,8	PIB marchand	2,2	1,3	3,7		

1/ Sociétés, quasi sociétés et entreprises individuelles

Le profil de la consommation a été encore plus heurté que celui de 1988 avec notamment un pic de consommation au troisième trimestre. Ce profil tient, entre autres, à la concentration des achats de biens durables pendant l'été, conséquence de l'effet millésime pour l'automobile et des ventes des hypermarchés en matériel électronique grand public au moment de la rentrée scolaire.

Le déficit des administrations publiques se réduit

Les recettes fiscales croissent fortement (6,8 %), soit 2 points de plus que la croissance prévue dans la Loi de Finances Initiale (4,8 %). Ce surcroît de ressources a été employé pour financer des dépenses nouvelles (mesures de revalorisation de la Fonction Publique, réduction de taux de TVA...) plutôt que pour réduire le déficit budgétaire au delà de l'objectif initial (1,6 % du Produit Intérieur Brut total).

Les cotisations sociales, à la charge des salariés et des employeurs, ont crû fortement en 1989 (8,3 %), plus rapidement que les prestations reçues par les ménages (6,6 % hors prestations directes d'employeurs) ; même en tenant compte des effets de base, de telles évolutions vont dans le sens d'une réduction du déficit de l'ensemble des organismes sociaux. Dans la tendance des années précédentes, la progression des cotisations à la charge des ménages (salariés et non-salariés) est supérieure à celle des cotisations à la charge des employeurs. Ces fortes progressions sont en grande partie imputables à l'accélération de la masse salariale et à l'augmentation des taux de cotisation des salariés. Les prestations sociales évoluent au même rythme qu'en 1988, avec une accélération des dépenses de l'assurance-maladie.

Malgré une progression du produit intérieur brut total de 6,9 % en valeur, le taux de prélèvements obligatoires pour l'année 1989 montrerait une légère hausse (0,2 point), le poids des impôts diminuant et celui des cotisations sociales augmentant.

Le déficit du commerce extérieur s'alourdit...

Le déficit du commerce extérieur passe de 33 Mds de F FAB-FAB en 1988, à 44 Mds de F en 1989.

Le renchérissement du prix international du pétrole, qui explique l'essentiel de l'augmentation de 20 % du prix en francs de l'énergie importée, a ramené la facture énergétique à ses niveaux de 1986 et 1987. Son alourdissement par rapport à 1988 (de l'ordre de 17 Mds de F) ne relève d'ailleurs que de la variation de prix, puisque les volumes importés restent à peu près stables.

L'aggravation du déficit manufacturier est moindre qu'en 1988 (il est de 8 Mds de F en 1987, 38 en 1988, 51 en 1989). Elle provient plutôt des importations que des exportations. Le volume de ces dernières a crû de 9 %, grâce à une demande étrangère particulièrement vive au premier semestre, et en augmentation annuelle de 9,5 %. Le ralentissement notable du commerce mondial a, en effet, été moins sensible pour la France que pour d'autres pays exportateurs, touchés par le freinage de l'économie américaine. A l'inverse, la France a particulièrement bénéficié de la croissance européenne. De plus, après quatre années de baisse, la part de marché extérieur détenue par ses entreprises s'est maintenue. Ce résultat vient de la stabilisation, depuis deux ans, de la compétitivité-prix, compatible avec une amélioration des marges commerciales à l'exportation.

La forte croissance des importations n'affecte le solde manufacturier que pour deux branches : les biens intermédiaires et l'automobile. Le renchérissement du prix des matières premières industrielles importées, l'augmentation du volume de métaux non ferreux importé et l'insuffisance de la capacité de production dans la chimie lourde, expliquent l'aggravation de 17 Mds de F du déficit dans la branche des biens intermédiaires. Le cas de l'automobile est encore plus particulier : en 1989 la demande intérieure française de véhicules diesel, qui bénéficient d'une fiscalité favorable sur les carburants, a été vive, alors que, dans le même temps, celle d'autres pays européens se détour-

nait de ce type de motorisation, également pour des raisons fiscales. L'offre étrangère a ainsi pu se substituer à une offre nationale contrainte par sa capacité de production. L'excédent de la branche automobile et matériels de transport a diminué de 6 Mds de F, passant de 24 à 18 Mds de F.

Le déficit commercial des autres biens manufacturés, en revanche, est stabilisé. Il diminue même nettement pour les biens d'équipement professionnel civils, en raison du ralentissement de l'investissement productif en France, et du doublement des ventes d'Airbus. L'excédent des produits agricoles et agro-alimentaires a atteint un niveau record de 48 Mds de F grâce à un renforcement du taux de couverture en volume et un gain de termes de l'échange vis-à-vis de l'extérieur de la CEE.

... mais l'ensemble des échanges de biens et services s'améliore

Pour la première fois depuis 1985 les échanges extérieurs de biens et services

contribuent positivement à la croissance du PIB marchand (0,2 point). A l'excédent structurel des échanges de services s'est ajoutée une activité touristique plus forte qu'en 1988, grâce aux effets de change et à la célébration du bicentenaire de la Révolution française. Le solde des services, qui était de 33 Mds de F en 1988 a atteint 53 Mds de F en 1989. Le tourisme n'est pas seul à contribuer à cette performance : recouvrant aussi bien les grands travaux, l'ingénierie, que les services de gestion associés aux exportations, l'excédent des échanges de technologie a progressé de 5 Mds de F, alors qu'il s'effritait depuis 1983.

Le déficit de la balance des opérations courantes, qui s'est monté à 0,3 % du PIB total, reste le signe d'une légère insuffisance de l'épargne nationale, au regard de l'investissement effectivement réalisé. Son financement a été d'autant plus facile que le marché des capitaux français est considéré comme de plus en plus attractif par les investisseurs étrangers.

*

*

*

La croissance de l'économie française a permis de continuer à créer des emplois, en particulier grâce au développement, depuis plus de trois ans, des investissements productifs et des capacités de production. Elle s'est prolongée sans créer de tensions inflationnistes. La relative modération de la consommation privée et l'excédent record des échanges de services ont facilité le financement de l'effort d'investissement par l'épargne nationale. En ce sens, cette croissance est vertueuse, car elle n'hypothèque pas l'avenir.

De plus en plus ouverte internationalement, l'économie française reste contrainte par ses échanges extérieurs même si, en dépit du ralentissement aux Etats-Unis, elle bénéficie de la dynamique européenne. Le ralentissement progressif observé au cours de l'année 1989 devrait lui permettre de rejoindre un rythme de croissance durable, si les conditions favorables à l'investissement se maintiennent.

La croissance du PIB marchand se poursuit au premier semestre 1990 à un rythme annuel voisin de 3 %

Les perspectives économiques restent favorables, le PIB marchand poursuit sa croissance à un rythme annualisé d'environ 3 %. Cette décélération par rapport aux deux dernières années est en bonne partie acquise au second semestre de 1989. Elle est essentiellement due au ralentissement de la production industrielle, plus particulièrement localisé dans les biens intermédiaires. Dans cette branche, la croissance se poursuivrait quoiqu'à un rythme modéré : en effet, les perspectives de production restent favorables dans les enquêtes de conjoncture, même si elles paraissent en retrait par rapport à celles de l'an passé. Les branches les plus dynamiques au second semestre de 1989, biens d'équipement et biens de consommation, continueraient à tirer la croissance de la production industrielle, à des taux annualisés voisins

de 3 %. Confronté au ralentissement relatif de l'activité industrielle, le secteur des services retrouverait son rythme de croissance tendanciel.

Au début de 1990, la croissance de l'activité permettrait de nombreuses créations d'emplois. Au cours du premier semestre 1990, l'emploi des secteurs marchands non agricoles augmenterait d'environ 1 %, soit le même rythme qu'au second semestre 1989. L'essentiel des créations d'emplois s'effectuerait encore dans le tertiaire, mais l'emploi industriel continuerait son redressement : il s'accroîtrait de plus de 0,5 % au cours du semestre. L'évolution des demandes d'emplois en fin de mois (DEFM) est affectée par les mesures nouvelles introduites dans la lutte contre le chômage, remplacement des TUC par les Contrats Emploi-Solidarité notamment, mais aussi par un solde migratoire positif. La statistique des DEFM poursuivrait néanmoins son recul jusqu'à la fin du mois de juin. Le taux de chômage au sens du BIT (tel qu'il est mesuré par l'enquête annuelle sur l'emploi) pourrait être en-dessous de 9 % à l'été 1990.

La demande intérieure demeure vive, grâce notamment au dynamisme de l'investissement industriel, dont la croissance fléchirait peu en 1990 par rapport à 1989. La consommation des ménages en produits manufacturés a été fortement affectée à la fin de 1989 par la suppression des avantages fiscaux liés aux achats d'automobiles en crédit-bail. Après un rattrapage important au début de 1990, elle se replierait légèrement au printemps. Les achats de produits manufacturés et la consommation totale augmenteraient respectivement d'environ 1 % et de 1,2 % au cours du premier semestre. Compte tenu d'une consommation relativement modérée à la fin de 1989, le taux d'épargne confirmerait son rétablissement et se maintiendrait à un niveau proche de 13 %. La contribution positive des stocks à la croissance serait très limitée au début 1990, les effets de l'accélérateur s'estompant.

La hausse des prix de détail serait un peu moindre au premier semestre de 1990 qu'il n'était prévu en décembre (1,9 %) : l'indice d'ensemble n'augmenterait que de 1,7 %, essentiellement en raison de la modération des prix alimentaires. En effet, les cours du porc ont sensiblement baissé à la fin de 1989 et les tensions sur l'offre de viandes bovines et de produits laitiers paraissent en voie de relâchement. En outre, les prix des céréales n'augmenteraient pas sensiblement, dans la mesure où la sécheresse a moins affecté les rendements que prévu.

La hausse prévue des produits énergétiques est, elle aussi, revue à la baisse en raison d'un cours du dollar moins élevé que dans la prévision conventionnelle de décembre, 5,80 F au lieu de 6,30 F. Enfin, les prix industriels ralentiraient un peu plus rapidement que prévu, du fait d'une décélération des prix à la production. Au détail, les prix industriels n'augmenteraient que de 1 % au cours du semestre. Correction faite des baisses de TVA, la hausse tendancielle au cours du premier semestre serait ainsi équivalente à celles du premier semestre de 1988 ou du second semestre de 1989.

La demande étrangère adressée à la France subit le contrecoup du ralentissement de l'activité aux Etats-Unis et au Royaume-Uni ; elle demeure cependant soutenue, compte tenu des perspectives favorables en Europe continentale et notamment en RFA. Le déficit manufacturé CAF/FAB serait de l'ordre de 35 Mds de F au premier semestre de 1990. Compte tenu d'une compétitivité-prix en légère dégradation suite à la baisse du dollar et, en sens inverse, d'une détente sur les capacités de production, les industriels français conserveraient leurs parts de marché comme en 1989. L'excédent agro-alimentaire s'établirait à 25 milliards et le déficit énergétique à environ 40 milliards, comme prévu dans la note de décembre. Au total, à taux de conversion CAF/FAB inchangé, le déficit commercial FAB-FAB serait de l'ordre de 25 milliards de F au premier semestre de 1990.

